l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 20/06/2022

Soyons toutes et tous des ingouvernables !

Pour Macron, au lendemain de ce deuxième tour des législatives, c'est la gueule de bois ! Avec seulement 234 députés alors qu'il lui en faudrait 289, il n'a pas de majorité absolue au Parlement. En face, se dressent des oppositions qui se disent farouches : d'un côté quelque 140 députés de la Nupes, de l'autre quelque 90 députés d'un RN qui a gagné non seulement en sièges mais en voix. Reste quelque 75 députés de la droite classique, que Macron va tenter de draguer, à quel prix ? Les médias dramatisent en parlant de « séisme », de « tremblement de terre », d'« état de siège à l'Assemblée », de « France ingouvernable ».

Les absents n'ont pas toujours tort

Un très fort taux d'abstention a encore marqué : 54 % de l'électorat ne s'est pas déplacé. On n'a pas fini de s'interroger pour savoir si c'est par colère contre un système prétendu démocratique mais qui ne change jamais rien à la vraie vie des classes populaires, et même la pourrit. Ou si c'est par simple « je m'en foutisme ». À titre d'exemple : entre l'élan vers Mélenchon de certains quartiers populaires au premier tour de la présidentielle et les scores de la Nupes aux législatives dans les mêmes quartiers, la moitié des voix se sont perdues. D'électeurs qui se sont manifestement abstenus, les illusions n'étant pas au rendez-vous.

Parlons de la Nupes

Il ne nous est pas indifférent que l'union de la gauche reconstituée autour de Mélenchon marque quelques points en nombre de députés à l'Assemblée. Une femme de chambre va entrer au palais Bourbon, la première certainement qui n'y entre pas pour faire le ménage – ce qui en dit long sur leur démocratie ! Mais cette gauche relookée par son union (entre PCF, PS et Verts derrière la FI), n'a pas fait beaucoup plus de voix que les scores cumulés de ses composantes aux élections précédentes de 2017. Et pour ce qui est de son radicalisme, il a ses limites. Ses porte-paroles ont protesté contre la diabolisation dont ils auraient été victimes de la part de la Première ministre Élisabeth Borne. Que non, s'écrie Clémentine Autain sur *France 2,* « je ne suis pas d'extrême gauche » ! Si les députés de la Nupes étaient des révolutionnaires, il est certain qu'ils ne se poseraient pas en force d'opposition strictement parlementaire, en force d'obstruction purement institutionnelle. Ils en appelleraient aux luttes des travailleurs, dans les entreprises et dans la rue. Ce qui n'est pas le cas.

Parlons de l'extrême droite

Le RN de Marine Le Pen ne passe pas seulement de 8 à 90 députés. L'extrême droite engrange près de deux millions de voix supplémentaires dans ces législatives, dont l'apport de Zemmour. Bien sûr la détestation de Macron a joué. Mais Marine Le Pen, par-delà sa démagogie sociale, a rappelé les fondamentaux anti-ouvriers du RN : un parti de l'ordre social (de défense de la propriété privée patronale), un parti de renforcement des forces de sécurité (armée et police), un parti raciste qui agite la haine des immigrés : une arme contre les travailleurs qu'elle voudrait diviser selon leurs origines.

Règlements de compte au palais Bourbon ou grève générale ?

Et nous ? Nos retraites ? Nos embauches en masse dans les services publics à commencer par les hôpitaux et les écoles où les situations sont dramatiques ? Nos emplois et conditions de travail ? Nos salaires qui ne suivent pas une inflation qui devient folle ? Macron semble craindre nos réactions face à son projet de départ en retraite à 65 ans : même le congrès de la CFDT semble vent debout contre ! Alors il annonce un texte sur le pouvoir d'achat, à proposer au Parlement dès juillet. Mais comment améliorer notre niveau de vie sans augmentation générale et importante des salaires ? Est-ce que ce seront les députés qui vont nous donner ça ou les patrons et le gouvernement auxquels il va falloir l'arracher ? Par des petits pugilats au Parlement ou par une grève qui deviendrait générale ? Poser la question c'est y répondre.

Il va bien falloir que, par nos luttes, nous rendions la France des riches ingouvernable. Tandis que nous arracherons dans et par ces luttes les moyens de nous gouverner nous-mêmes.

Difficile de faire face

Depuis la fermeture de la chirurgie de l'hôpital de Dole, il y a une augmentation de l'activité dans les services de chirurgie du CHU.

De nuit, très fréquemment, les services font descendre les patients au scanner des urgences, pour avoir leur examen. Or cet appareil prend en priorité les urgences puis, ensuite, les malades hospitalisés.

Les brancardiers de nuit voient leur activité exploser. La direction a renforcé l'équipe en y ajoutant un salarié, mais ce n'est pas cela qui va suffire à résoudre le problème.

Quand le gouvernement veut semer la zizanie

Les IDE des services de soins critiques et de réanimation touchent une prime de 100 euros depuis quelque mois déjà. En réanimation pédiatrique, les IDE y ont droit, mais pas les puéricultrices, et cela, alors qu'elles sont à la base IDE, et ont un diplôme d'État de puériculture (DEP).

Un bon moyen pour ne pas recruter

Dans le pôle imagerie, depuis de trop nombreux mois, il y a un important manque de personnel, qui va encore s'aggraver avec le départ de trois collègues en retraite, à la fin du mois.

Le DRH trouve que le secteur est en sur-effectif, donc au moment des entretiens pour d'éventuelles embauches, il a été proposé aux quatre candidats retenus un emploi en contrat à durée déterminée (CDD), avec, dans six ans, un éventuel contrat à durée indéterminée (CDI) qui n'a rien à voir avec une stagiairisation et une titularisation !

Ils sont allés voir ailleurs, certains que l'herbe y était plus verte.

Vive la lutte !

La direction du CHS de Novillars est tombée sur un os : l'équipe du pavillon des Tilleuls, révoltée par la fermeture annoncée de 25 lits, s'est mobilisée et lui a adressé une lettre ouverte faisant part de son mécontentement. Les collègues ont décoré l'hôpital et le village de nombreuses banderoles, contacté les médias et fait le tour des autres pavillons, entrainant avec eux de nombreux agents. La semaine dernière se tenait un « directoire » et c'est à 80, soutenus par les associations de famille qu'ils et elles se sont invités pour dire leur mécontentement. Mardi 10 juin, un appel à la grève a été lancé par les syndicats et ils étaient encore 80 à manifester devant les grilles de l'hôpital. Le mouvement continue et rendez-vous est donné mercredi 22 pour envahir le conseil de surveillance.

Comme l'ont dit plusieurs collègues qui sont intervenus mardi, tous les hôpitaux sont concernés et dans de très nombreux établissements, des soignantes et soignants ont entamé des mouvements de lutte, pour l'instant encore isolés ou sectoriels. Le personnel hospitalier, par son nombre, sa concentration et la sympathie dont il jouit auprès de la population, représente une force considérable. Et quand les actions encore isolées se développeront, se rejoindront et embraseront le pays, on les trouvera vite, les solutions à la crise de la santé !

Le spectacle d'illusions continue : « mission flash »

Face à la crise continue, Macron nomme une énième « mission flash ». C'est-à-dire que l'on ne voit rien ? Nous ne sommes pourtant pas aveugles : cela fait des années que nos conditions de travail empirent, conséquence directe de la politique d'austérité des différents gouvernements et Macron est parfaitement au courant.

Pour voir enfin le bout du tunnel, nous devrons nous mobiliser pour bien plus qu'un « flash » et être l'étincelle qui mette le feu aux poudres.

Alstom reçoit le travail qu'elle mérite

La SNCF réclame 38 millions d'euros de pénalités à Alstom, qui lui a vendu des rames de TGV mal soudées. Alstom a répondu dans la presse spécialisée en incriminant… des soudeurs intérimaires.

La direction d'Alstom se défausse de ses responsabilités. Si elle avait fait correctement son travail – former et payer les ouvriers – elle n'en serait pas là. Et si elle regrette le bon vieux temps du CDI, il ne tient qu'à elle de renouer avec…

Le 21e siècle sera chaud

La canicule de la semaine dernière a rendu intenables les conditions de millions d'entre nous. Personne n'ignore pourtant que des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes nous sont promises dans les prochaines décennies. Mais pour l'instant, rien – à commencer par le Code du travail muet sur le sujet – ne contraint les employeurs à adapter locaux, procédures et temps de pause.

Nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations pour éviter de surchauffer au travail… et mettre le feu aux fesses du patronat et de l'État, sur cette question-là comme sur les autres !

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/